

Les initiatives de solidarité avec les luttes des travailleurs français et belges démarrent

Ce texte de Copas est une tribune libre.



Les initiatives de solidarité en Europe et ailleurs avec les luttes des travailleurs et des jeunes en France et en Belgique démarrent.

A l'heure où des trusts français et étrangers menacent les travailleurs en France et en Belgique de délocaliser leurs productions, comme le trust Total, se hisser à hauteur de ces provocations des patrons et pourchasser leurs intérêts sur toute la planète devient un enjeu. A commencer par l'Europe.

Italie : manifs en soutien des travailleurs en France et en Belgique

Le samedi 4 juin une manifestation a été organisée à Milan l'appel des syndicats de base SI Cobas, Cub, SGB, USI AIT, et SIAL Cobas en solidarité avec la lutte des jeunes, des travailleuses et travailleurs de France contre la loi El Khomri.

Des manifestations, rassemblements, initiatives, commencent dans une série de pays en soutien aux mouvements de résistance face aux agressions antisociales et policières des gouvernements Valls et Charles Michel.

Les syndicats de base italiens se sont mobilisés rapidement suite à des appels au secours venus de France face aux agressions policières et antisociales du gouvernement français.

Ces re-mobilisations ont permis 3 choses en Italie :

1. de commencer à peser sur les intérêts français et belges à l'étranger.
2. de commencer à surmonter les divisions sectaires entre factions syndicales qui ravageaient le syndicalisme de lutte italien.
3. de réanimer la bataille contre le Jobs Act de Renzi (l'équivalent de la loi El Kohmri),

bataille qui avait été un peu abandonnée. La résistance sociale en France et en Belgique encourage des travailleurs et des fractions du syndicalisme de base italien à se remobiliser.

<https://www.facebook.com/1051396941549383/videos/1103825412973202/>

Développer cette solidarité est important dans le bras de fer entre travailleurs et capitalistes en Europe.

Développer des objectifs ambitieux et audacieux en ce sens est nécessaire :

Il nous faut penser parallèlement à des solidarités traditionnelles devant des ambassades et consulats, une solidarité plus active et bloquant les intérêts du capitalisme français et belge.

Cette orientation doit se fixer des objectifs concrets.

Partout en Europe, et dans les pays commerçant particulièrement avec la France et la Belgique, dans lesquels les capitalistes de ces deux pays ont de grands intérêts, il faut que vers la France et la Belgique il n'y ait :

- Plus une goutte de pétrole
- Plus un m³ de gaz
- Plus un KWH issu des centrales thermiques européennes
- Plus un semi-remorque
- Plus un train de marchandise
- Plus un navire (dockers, bloquez les intérêts des patrons française et belges)
- Bloquer les intérêts du capitalisme français et belge dans les plateformes logistiques européennes (ces hubs géants qui redistribuent les semi-remorques partout en Europe)
- Plus une banque française tranquille
- Plus un trust français ou belge intervenant dans d'autres pays laissé tranquille
- Plus d'ambassades, consulats, intérêts, représentations, etc., des gouvernements belges et français, qui ne soient entourés de protestations.

Il nous faut penser ainsi maintenant.

Les bourgeoises, trusts et leurs gouvernements eux coordonnent leurs attaques. Total par exemple s'est illustré en menaçant les travailleurs en France d'aller ailleurs, etc.

Les organisations syndicales françaises et belges doivent demander ces solidarités

actives et de secours aux organisations syndicales d'autres pays (aux dockers d'Anvers, d'Amsterdam, des ports allemands, anglais, italiens, espagnols, portugais, américains, indonésiens, chinois, anglais, etc) . Des blocus et grèves de dockers ont déjà eu lieu à d'autres occasions historiques dans de nombreux pays, ce n'est donc pas une idée impossible à réaliser.

La coordination européenne des syndicats doit être interpellée là-dessus.

Il faut demander à nos camarades d'autres pays d'étrangler les intérêts du capitalisme français et belge jusqu'au recul et la défaite des gouvernements français et belges.

C'est possible.

1 Total qui ne paye presque pas d'impôts depuis des années malgré qu'il caracole en tête des profits officiellement déclarés ces 10 dernières années et a **menacé les travailleurs d'aller ailleurs**.

Copas, le 6 juin 2016